

Communiqué FRAPNA Drôme - septembre **2012**

Gaz de schiste : les discours ne nous endorment plus !

Lors de la conférence environnementale, le Président de la République et le Premier Ministre ont exposé le programme environnemental du Gouvernement.

La musique des discours est agréable mais les paroles ne sont pas claires !

Nos mots ont été trop souvent repris par des élus qui poursuivaient des objectifs inverses aux nôtres. Que nous cachent ces poésies ?

Sur les gaz de schistes, il est affirmé qu'aucun permis ne sera accordé... mais ce n'est que l'application de la loi existante. La fracturation hydraulique est interdite et toujours pas définie dans ladite loi. Va-t-on se livrer à la même extraction, mais en l'appelant conventionnelle pour la rendre légale ?

Soyons précis : exigeons l'arrêt définitif des recherches...

Pour essayer de sortir la France de la crise, et sous la pression des pétroliers, le gouvernement hésite et donne l'impression de ne pas vouloir interdire définitivement les recherches d'huiles et gaz de schiste.

Notre département est concerné par le permis de recherches accordé à Total dit de « Montélimar » abrogé, mais cette société en engagé un recours, et quatre demandes déposées : Montfalcon, Valence, extension de Montélimar, et des Préalpes.

La conférence environnementale se réunira les 14 et 15 septembre prochains. Un débat devrait avoir lieu sur les recherches d'huiles et gaz de schiste.

Ce que nous voulons, c'est qu'une loi soit votée afin d'interdire toute recherches et exploitation d'huiles et de gaz de schiste, sur terre et en mer.

Tous les citoyennes et citoyens doivent soutenir cette exigence en étant très nombreux à participer au rassemblement qui aura lieu le 22 septembre à Saint Christol-les-Alès (Gard).